AUDE LANCELIN

LA PENSÉE EN OTAGE

S'ARMER INTELLECTUELLEMENT CONTRE LES MÉDIAS DOMINANTS

Par l'auteur du
PRIX RENAUDOT ESSAI 2016
Le monde libre

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

LA PENSÉE EN OTAGE

« On peut éteindre peu à peu le caractère authentiquement démocratique d'un système d'information sans toucher aux apparences. C'est la situation que vit la France, où le CAC 40 a massivement racheté les médias, imposant une idéologie de la "neutralité" mortifère, propulsant sur le devant de la scène ses valets intellectuels, dévastant l'esprit public. Toutes sortes de mensonges, de pseudo-évidences et de mythes consolateurs empêchent les gens de prendre conscience de la gravité de ces manœuvres. Il est urgent de démasquer celles-ci pour que tous s'emparent enfin de la situation. »

Aude Lancelin, spécialiste de la vie des idées, a été directrice adjointe des rédactions de *Marianne* et de *L'Obs* avant d'en être brutalement licenciée. Événement marquant qui inspirera son ouvrage *Le monde libre* (éditions LLL), prix Renaudot essai 2016.

Aude Lancelin

LA PENSÉE EN OTAGE

S'armer intellectuellement
contre les médias dominants

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

© Les Liens qui Libèrent, 2018

Prologue

La divergence entre la mission que les journalistes aiment à se voir assigner et celle que la population les soupçonne désormais de remplir ne cesse de s'accentuer jusqu'au burlesque. Gardiens de la démocratie, ils sont de plus en plus perçus comme son verrou. Intraitables combattants de la vérité, ils sont vus comme ce qui fait obstacle à sa découverte. Gêneurs infatigables, ils sont pointés comme les domestiques de puissances qui truquent le jeu démocratique. Les journalistes ont-ils trahi, au sens où Julien Benda put parler en son temps d'une trahison des clercs ? On pourrait le penser, à voir l'ardeur que mettent

certains d'entre eux à défendre les pouvoirs en place, mordre les mollets des quelques réfractaires, et comment ils se satisfont globalement d'un fonctionnement où leurs seuls interstices de liberté sont condamnés à demeurer sans vraie portée. L'idée de trahison n'est pas adaptée néanmoins, la plupart des journalistes n'ayant pas une claire conscience de l'idéal professionnel qu'ils sacrifient en se faisant les défenseurs d'un système des médias devenu profondément vicieux dans son fonctionnement, et dangereux dans ses implications démocratiques.

Si ceux-ci ont une rhétorique bien rodée pour se garder de toute critique et continuer à passer pour des héros de la liberté de la presse tout en verrouillant notre système d'information, la plupart n'agissent pourtant pas avec l'intention de nuire. Eux-mêmes sont en effet devenus, via l'instruction reçue dans les écoles de journalisme, ou la formation sur le tas dans les *open spaces* des rédactions contemporaines, le produit d'une vision javellisée de ce métier qui ne leur permet plus d'accéder

au sens que celui-ci pouvait avoir lorsque la grande presse d'opinion existait encore. Accompagnateurs enthousiastes de la ruine de leur profession, beaucoup de journalistes ont l'impression sincère de défendre un système actionnarial certes pas parfait, mais *suffisamment bon*, au sens où la psychanalyste Melanie Klein parlait de soins maternels suffisamment bons pour ne pas trop amocher un psychisme. Lorsqu'ils interviennent dans l'espace public pour patrouiller en faveur de leurs actionnaires, qualifier de complotistes les détracteurs d'un système d'information gardienné dans sa quasi-totalité par les entreprises du CAC 40, certifier la liberté d'expression dont ils jouissent, certains d'entre eux ont même réellement le sentiment de s'inscrire dans un glorieux combat historique en faveur de la vérité des faits. Si on les attaque, n'est-ce pas d'ailleurs le signe qu'ils gênent ? Si on les malmène dans les meetings, si on les insulte sur les réseaux, n'est-ce pas la preuve qu'ils ont mis leurs pas dans les traces des deux Albert, Londres et Camus ?

À cela, il faut ajouter que l'idée de félonie ne convient pas davantage à la sociologie nouvelle de ce métier, aux nouvelles lignes de front que celle-ci commence malgré tout à esquisser, et aux espoirs qui peuvent tout de même en naître. Plutôt que des agents malintentionnés, beaucoup de journalistes sont en effet désormais des estropiés de ce système. Si on laisse de côté la fine pellicule des éditorialistes surpayés et fanatiquement dévoués à la perpétuation de ce dernier, la précarisation galopante de la profession est désormais une réalité. Il s'agit désormais d'un milieu où, pour parler crûment, on peut obtenir une carte de presse, et donc être déclaré journaliste professionnel, pour un revenu mensuel correspondant à la moitié d'un SMIC. Lorsque l'on sait que, malgré cela, le nombre de cartes de presse ne cesse de reculer en France depuis quelques années*, cela en dit long sur la réalité salariale d'un métier que la destruction en cours

* En 2016, 35 238 cartes de presse ont été attribuées. Il y en avait 37 307 en 2009, soit un recul de 2 000 journalistes en sept ans.

du Code du travail va d'ailleurs, plus encore que d'autres, considérablement contribuer à dégrader. Ainsi, beaucoup de journalistes sont-ils en train de changer de classe, c'est un fait. Seulement voilà, même chez ces gens-là, et à cet égard la puissance de l'idéologie ne laisse pas d'impressionner, on en trouvera encore très peu à cette heure pour remettre en question le système général de possession des médias pourtant en grande partie responsable de leur situation. Ou pour quitter le domaine de la plainte purement locale, et réclamer autre chose que des « chartes éthiques », c'est-à-dire rien d'autre que de bonnes paroles de la part de leurs actionnaires, des promesses de non-intervention sur la ligne notamment, et autres airs de flûte grandioses qui n'engagent que ceux qui les écoutent.

Autant de raisons pour lesquelles, aujourd'hui, il semble important d'identifier les différentes idées fausses qui empêchent le public de prendre conscience de la nécessité de s'emparer de la question des médias, et d'en faire une question politique prioritaire. Ces